



🐦 📺 📷 📞 @SauvonsLaRdc1

Dialogue national: position de Sauvons la RDC après l'adresse à la nation du 27 août 2026

Le Mouvement Sauvons la RDC a suivi avec attention l'adresse à la Nation de Monsieur Félix Tshisekedi Tshilombo, consacrée à l'annonce d'un forum qu'il présente comme un « dialogue national pour la paix, la cohésion et la refondation de l'État ».

Après des mois passés à railler, contourner, récuser ou vider de leur substance les appels au dialogue venus de toutes parts, Monsieur Félix Tshisekedi, en illusionniste accompli, donne soudain l'impression d'en avoir découvert les vertus. Mais à l'écouter attentivement, il n'y a guère de raison de s'en réjouir : derrière les mots du dialogue se dessinent les contours d'un processus qui en contredit l'esprit, les exigences et la finalité.

D'abord, parce que son appel à l'unité et à la cohésion nationales, tout comme sa profession de foi en faveur du dialogue présenté comme la voie privilégiée de sortie de crise, dissimulent mal de profondes contradictions entre le discours affiché, la démarche proposée et les véritables enjeux de la crise.

A titre d'exemple, Félix Tshisekedi affirme vouloir dialoguer, mais décide seul avec qui, où, comment, sur quoi et jusqu'où les Congolais seraient autorisés à discuter. Un dialogue dont une seule partie choisit les participants, fixe les règles, délimite les sujets et détermine à l'avance les contours n'en est pas véritablement un.

Ce qu'il projette n'est donc pas davantage un dialogue national que les « auto-nominations » de décembre 2023, organisées à coups de machines à voter distribuées jusque dans les rangs de sa famille politique, n'ont constitué de véritables élections.

Ensuite, parce qu'en champion du verbe sans contenu, Félix Tshisekedi semble compter sur l'adhésion sans réserve de tous ceux qui, par peur, intérêt ou servitude volontaire, ont renoncé à exercer leur propre jugement pour lui déléguer le privilège exclusif de penser à leur place. A eux désormais d'applaudir et de suivre le Maître, avec la même ferveur lorsqu'il affirme une chose que lorsqu'il soutient exactement son contraire.

Cynisme politique ou incapacité à prendre la juste mesure de la gravité de la crise, Monsieur Tshisekedi s'est ainsi illustré, une fois encore, par un diagnostic erroné. Or, d'un faux diagnostic ne peut découler qu'un mauvais protocole de traitement.

N'en déplaise à Monsieur Tshisekedi, la crise que traverse aujourd'hui la République démocratique du Congo n'est ni un simple différend entre politiciens ni une difficulté passagère. Elle n'est pas davantage exclusivement sécuritaire et ne saurait se résumer à une agression étrangère. Elle est tout à la fois morale, politique, sécuritaire, institutionnelle, économique, sociale, humanitaire et, désormais, sanitaire.

Des territoires entiers et pas seulement dans l'Est du pays, échappent à l'autorité de l'État. Des millions de Congolais sont déplacés ou vivent quotidiennement sous la menace de la guerre, de la faim et des épidémies. Dans le même temps, les structures sanitaires et les dispositifs humanitaires sont à bout de souffle, sans que se dessinent une volonté politique suffisamment forte ni un plan crédible permettant de renforcer durablement leurs capacités.

Sauvons la RDC rappelle que Monsieur Tshisekedi entretient depuis longtemps un rapport pour le moins difficile avec la vérité, la contradiction et la confrontation des idées. Face à l'accumulation des périls qui menacent la Nation, il a donc, sans surprise, fait un choix lourd de conséquences : celui du confort d'une grand-messe avec ses fidèles et ses obligés, plutôt que celui d'un véritable dialogue permettant aux Congolais de confronter librement leurs analyses, leurs visions, leurs divergences et leurs propositions de sortie de crise.

Entre sauver son pouvoir et sauver la République, il a choisi son pouvoir. Or, dans les circonstances actuelles, ces deux objectifs sont incompatibles. En levant cette option, il fait le choix de l'escalade, de la persistance de la crise et de l'aggravation des tensions, plutôt que celui d'une solution politique globale susceptible de ramener la paix et la stabilité dans notre pays.

En effet, on ne peut pas sérieusement vouloir d'un dialogue pour la paix, et en exclure ceux avec qui on est en guerre; ni en appeler à la cohésion nationale, pendant que les avions et drones sous son commandement bombardent, sans arrêt, des populations civiles inoffensives et sans défense, et qu'on entretient, sur le plan politique, un climat fait d'arrestations arbitraires, de restrictions des libertés et des activités politiques, de poursuites judiciaires sélectives, et de condamnations à mort sans procès équitables, ne laissant ainsi à ses compatriotes, que le choix entre se soumettre, périr ou l'exil.

Il est de même absurde de prétendre organiser un dialogue pour la « **refondation de l'État** » tout en soustrayant du débat les questions essentielles qui sont précisément au cœur de la crise : la démocratie, les droits humains, les libertés publiques, la légitimité des institutions et la gouvernance du pays.

Il est également absurde d'affirmer vouloir résoudre, par le dialogue, une crise aussi grave dont on est soi-même l'un des principaux acteurs, sinon le principal responsable, tout en s'arrogeant le droit exclusif d'en maîtriser l'ensemble du processus : convoquer le dialogue, en désigner les participants, déterminer les matières à traiter, nommer les facilitateurs et les médiateurs, les réduisant de fait à un rôle de simples modérateurs -, organiser et superviser les travaux, puis se poser en destinataire ultime des résolutions, avec le pouvoir discrétionnaire de décider lesquelles seront appliquées ou non.

Enfin, il n'est ni cohérent ni raisonnable d'invoquer la cohésion nationale tout en marginalisant ceux qui, forts de leur crédibilité et de leur autorité morale, se sont précisément employés à construire des passerelles entre les différentes parties à la crise et à faire prévaloir le dialogue sur la confrontation. C'est notamment le cas des Évêques de la CENCO et de l'ECC, dont les initiatives ont contribué à rapprocher des positions jusque-là antagonistes et à maintenir ouverte la perspective d'une solution politique. Prétendre rechercher la paix tout en écartant ceux qui travaillent à la rendre possible constitue, là encore, l'une des contradictions majeures du processus annoncé.

Pour Sauvons la RDC, et contrairement au rôle que semble vouloir leur assigner Monsieur Tshisekedi, les Évêques de la CENCO et de l'ECC ne sauraient être réduits à une simple variable d'ajustement, sollicitée pour apporter une caution morale et un vernis de crédibilité à un schéma conçu unilatéralement par le pouvoir, ou pour offrir à certains acteurs de l'Opposition une justification commode à leur participation.

Leur implication doit être indépendante, effective et pleine. La CENCO et l'ECC doivent assumer une véritable mission de médiation et de facilitation, de nature à garantir l'équilibre du processus, la confiance entre les parties et la crédibilité du dialogue.

De même, l'implication de garants africains et internationaux dans le suivi et la mise en œuvre effective des résolutions ne constitue ni un accessoire ni une faveur concédée aux participants. Pour Sauvons la RDC, la facilitation de la CENCO et de l'ECC, tout comme l'existence de garanties internationales crédibles, constituent des conditions essentielles à la tenue, à la crédibilité et au succès de tout véritable dialogue national.

Sauvons la RDC rappelle et tient pour incontournables les sept conditions d'un dialogue crédible, inclusif et efficace, telles qu'énoncées dans sa Déclaration du 1er août dernier: une médiation neutre, indépendante et impartiale ; une participation réellement inclusive, sans exclusion politique arbitraire ; un cadre neutre et sécurisé, garantissant à chaque participant sa liberté, sa sécurité et son intégrité ; des termes de référence, un calendrier et un ordre du jour définis de manière consensuelle par les parties ; le respect absolu de la Constitution, notamment de ses dispositions intangibles, ainsi que de l'échéance constitutionnelle de 2028; une véritable décrispation politique et judiciaire, préalable indispensable à la restauration de la confiance; enfin, un mécanisme indépendant et contraignant de garantie, de suivi et de mise en œuvre effective des engagements et résolutions issus du dialogue.

Pour Sauvons la RDC, ces exigences ne sont ni accessoires ni négociables: elles constituent le socle minimal sans lequel tout processus présenté comme un dialogue national ne serait qu'un simulacre, dépourvu de la confiance, de la crédibilité et de la légitimité nécessaires à une véritable sortie de crise.

Sauvons la RDC n'est dupe ni de la solennité du décor, ni du ton employé, encore moins de la forme ou du fond de l'adresse à la Nation de Monsieur Félix Tshisekedi consacrée au prétendu dialogue national. Il constate qu'aucune des sept conditions rappelées ci-dessus, pourtant dictées par le bon sens et indispensables à la crédibilité de tout processus de sortie de crise, n'a été rencontrée dans cette adresse.

Dans ces conditions, l'annonce solennelle d'un prétendu « dialogue national » constitue, pour Sauvons la RDC, un non-événement politique. Elle ne répond ni aux exigences du moment, ni aux conditions d'un véritable dialogue, encore moins à l'urgence d'une sortie de crise.

D'un ton ferme, Sauvons la RDC réaffirme son refus catégorique de cautionner une mise en scène politique dont le scénario écrit d'avance par l'une des parties à la crise et dont les conclusions, déjà préfigurées, n'attendent plus qu'un simple entérinement. Sauvons la RDC refuse de conférer, par sa présence, la moindre légitimité à un monologue entre initiés, entourés de figurants mobilisés à coup d'appâts aussi immoraux qu'inavouables, pour donner l'illusion de l'inclusivité et fabriquer artificiellement l'apparence d'un consensus national.

Ce pseudo-dialogue est, pour Sauvons la RDC, un mécanisme subtil, un stratagème politique destiné à instrumentaliser les conclusions du forum pour tenter de contourner les verrous constitutionnels, prolonger indûment les animateurs des institutions dans leurs fonctions, au-delà des échéances prévues et, à terme, ouvrir la voie à un troisième mandat consécutif du Président de la République en exercice. Sauvons la RDC ne cautionnera jamais pareille forfaiture.

De manière tout aussi solennelle, Sauvons la RDC réaffirme cependant son attachement sans équivoque au principe d'un véritable dialogue : un dialogue national, souverain, inclusif et sans exclusive, réunissant l'ensemble des parties prenantes et ouvert à l'examen, sans tabou, de toutes les dimensions ainsi que des causes profondes de la crise congolaise.

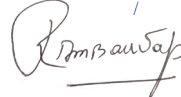
Un dialogue qui ne soit ni celui d'un camp ni celui d'un homme, mais celui de la Nation tout entière, libre de regarder ses fractures en face et de rechercher, dans la responsabilité et le compromis, les voies d'une sortie durable de la crise.

Fort des enseignements de l'histoire et des luttes des peuples pour leur liberté et leur souveraineté, Sauvons la RDC demeure convaincu qu'un tel dialogue national finira par s'imposer. Que Monsieur Tshisekedi le veuille ou non. Il se tiendra avec lui, ou sans lui s'il s'obstine à en empêcher la tenue, mettant ainsi le peuple congolais dans l'obligation, sur pied de l'Article 64 de la Constitution, de le contraindre à la sortie, et de reprendre son destin en mains.

La responsabilité politique et historique d'un tel dénouement, aussi regrettable qu'évitable de la crise n'incomberait alors entièrement qu'à Monsieur Tshisekedi, et à lui seul.

Fait, le 31 août 2026

Pour le Mouvement Sauvons la RDC, les membres fondateurs,

- **Franck Diongo** 
- **Jean-Claude Vuemba** 
- **Raymond Tshibanda** 
- **Seth Kikuni** 
- **Claudiel André Lubaya** 
- **Théophile Mbemba** 
- **Dr. Tharcisse Loseke** 
- **Albert Mukulubundu** 
- **Filia Tshipasa** 
- **Bienvenu Matumo** 